



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 20/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OPALE ENVIRONNEMENT

52 rue Clément Ader
62100 Calais

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\OPALE
ENVIRONNEMENT_Centre de tri_rue Marcel Doret_CALAIS_0007002411\2_Inspections\2026 02 16
CI eau
Code AIOT : 0007002411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2026 dans l'établissement OPALE ENVIRONNEMENT implanté 1000 rue Marcel Doret 62100 Calais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OPALE ENVIRONNEMENT
- 1000 rue Marcel Doret 62100 Calais
- Code AIOT : 0007002411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Opale Environnement est autorisée, par arrêté préfectoral n° DAGE/BPU/IC-GM-2011-154 du 03/08/2011, à exploiter un centre de tri de déchets industriels rue Marcel Dorcet à Calais.

Cet arrêté est modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants :

- arrêté préfectoral complémentaire du 30/12/2014 : constitution de garanties financières,
- arrêté préfectoral complémentaire du 02/09/2022 : modification des outils de broyage et installation d'une nouvelle ligne de tri.

Le centre réceptionne, trie et éventuellement traite les déchets suivants :

- déchets d'activités économiques contenant une fraction valorisable ("5 flux" en mélange),
- encombrants et refus de tri,
- déchets de meubles,
- déchets de bois,
- papiers, cartons et plastiques collectés séparément,
- métaux et déchets métalliques,
- placoplâtre,
- déchets de chantiers valorisables,
- déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E),
- verre (laine de verre),
- tout-venant de déchetterie.

Le tri des collectes sélectives a été arrêté en 2011. La même année a été mise en place une ligne de production de combustibles solides de récupération (CSR).

Du fait de son activité de production de CSR (broyeur à déchets), le site relève de la réglementation IED (Industrial Emissions Directive) au titre de la rubrique 3532 (valorisation [...] de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour[...]).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4.3.4	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4.2.2	Sans objet
3	Convention de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4.3.5	Sans objet
4	Débourbeur	Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4.3.3	Sans objet
5	Valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4.3.6 et 4.3.7	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission et	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Point X de l'annexe 3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	surveillance (MTD)		
7	Surveillance des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Point IV-b de l'annexe 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée dans le cadre de la campagne 2026 des contrôles inopinés "eau" de la DREAL Hauts-de-France. Le laboratoire responsable de ce contrôle inopiné est SOCOTEC.

L'inspection a porté sur les rejets d'eaux du site. Du fait des précipitations limitées le jour de l'inspection, le contrôle de l'un des rejets (eaux pluviales de toiture) est reporté à une date ultérieure. Aucune suite n'est proposée à l'issue de l'inspection, mais des compléments sont demandés à l'exploitant sur certains points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> Rejet 1: les eaux pluviales de toiture sont récupérées par des chéneaux dans un réseau spécifique et rejoignent le réseau des eaux pluviales de la zone industrielle. Ce réseau se rejette ensuite dans le canal de Marck à proximité de l'échangeur de la rocade Est. Rejet 2: les eaux pluviales de voirie sont collectées dans un second réseau spécifique puis rejetées dans le réseau des eaux usées de la zone industrielle. Ce réseau est ensuite raccordé à la station d'épuration de Calais. Préalablement à leur évacuation dans ce réseau, les eaux pluviales de voiries transitent dans un débourbeur-déshuileur. Rejet 3: les eaux usées (eaux sanitaires) sont collectées et déversées dans le réseau d'assainissement communal, puis dirigées vers la station d'épuration de Calais. Rejet 4: les eaux susceptibles d'être polluées (incendie ou accident) sont confinées sur des aires étanches avec une capacité de confinement définie à l'article 7.5.6.
Constats : <p>En fonctionnement normal, il n'y a pas de rejet R4. Le rejet R3 concerne les eaux usées sanitaires. Le contrôle inopiné a porté sur R1 et R2 uniquement. Pour rappel :</p> <ul style="list-style-type: none"> R1 correspond aux eaux de toiture non susceptibles d'être polluées ; R2 correspond aux eaux de ruissellement sur les voiries et les stocks de déchets extérieurs. <p>Le jour du contrôle, les précipitations limitées n'ont permis d'effectuer que les prélèvements relatifs à R2. Le contrôle de R1 est reporté à une date ultérieure.</p> <p>Afin de récupérer les eaux de pluie au fond de la canalisation, le représentant du laboratoire a</p>

utilisé une pompe portative munie d'un tube neuf en Téflon PTFE, matériau compatible avec le guide Ineris intitulé "*guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE* " (version de février 2022). Les récipients utilisés sont étiquetés. Leur matériau est compatible avec le polluant visé (verre pour la DCO, la DBO5 et les MES, polyéthylène pour les hydrocarbures et les métaux). Le camion du laboratoire est équipé d'une enceinte réfrigérée pour transporter les échantillons.

La réalisation des prélèvements par le laboratoire n'appelle pas d'autres remarques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous ses réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, points de rejet...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'exploitant présente un plan des réseaux réalisé par la société BPH, où figurent tous les éléments requis. Y sont notamment visibles (liste non exhaustive) :

- le tracé des canalisations d'eaux pluviales de toitures et de voiries,
- les regards où les prélèvements peuvent être réalisés,
- le débourbeur en amont du rejet n°2 (eaux pluviales des voiries),
- le nouveau broyeur polyvalent (cf. arrêté préfectoral complémentaire du 02/09/2023) qui n'a pas modifié le réseau des eaux usées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Convention de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

<p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique : arrêté d'autorisation spéciale de déversement autorisant le déversement des eaux (usées et pluviales) dans le système de collecte de la ZAI de Calais du 07/01/2011.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente l'autorisation de rejet délivrée par la communauté d'agglomération de Calais le 07/11/2011. Selon l'article 10 de ce document, la convention est renouvelée par tacite reconduction tous les 5 ans. Lors de l'inspection, l'exploitant présente des échanges de courriels avec la communauté d'agglomération montrant que la convention a été renouvelée en fin d'année 2025. Il n'a toutefois pas été en mesure de la présenter le jour de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant transmettra la nouvelle version de son autorisation de déversement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Débourbeur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveiller de manière à réduire au maximum les durées d'indisponibilité[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Le débourbeur en amont du rejet n°2 est vidangé au moins deux fois par an. Selon les documents présentés par l'exploitant, la dernière vidange a été réalisée récemment (05/12/2025 par la société CHIMIREC).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Valeurs limites

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4.3.6 et 4.3.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.3.6. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</p>

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température: inférieure à 30°C,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5,
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

4.3.7. Valeurs limites d'émission

Le rejet 1 doit respecter avant rejet, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	35
DCO	125
DBO ₅	30
Azote total	30
Phosphore total	10
Hydrocarbures totaux	10

Les rejets 2 et 3 doivent respecter avant rejet dans le réseau de la station d'épuration de CALAIS, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)

MES	600
DCO	2000
DBO ₅	800
Azote total	150
Phosphore total	50
Hydrocarbures totaux	10

Constats :

L'exploitant réalise une analyse annuelle des paramètres listés par le présent article. Les résultats de l'analyse 2025 ont été repris dans le bilan d'activité du dernier trimestre 2025. Selon ce bilan, les valeurs limites d'émission fixées par le présent article sont respectées. L'exploitant a présenté le jour de l'inspection les rapports des dernières analyses réalisées par la société Flandres Analyses les 25/11/2025 (rejet n°2) et 18/12/2025 (rejet n°1), qui n'appellent pas de commentaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites d'émission et surveillance (MTD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Point X de l'annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

X. Valeurs limites d'émission et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle

Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle
Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle
<p>(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.</p> <p>(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.</p> <p>(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.</p> <p>(4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.</p> <p>(5) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 15 kg/j, la valeur limite d'émission est 35 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand la</p>		

s'applique pas quand la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 35 mg/L et 60 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(6) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 100 kg/j, flux ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, la valeur limite d'émission est 125 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand le rejet s'effectue en mer ou que la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 125 mg/L et 180 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :

Paramètre	Fréquence de surveillance (1)
PFOA	semestrielle
PFOS	semestrielle
(1) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.	

Constats :

Les eaux pluviales du rejet n°1 sont des eaux pluviales de toiture qui ne sont pas susceptibles d'être polluées par les activités du site. Elles ne sont donc pas concernées par les présentes NEA-MTD.

Par contre, les eaux du rejet n°2 (eaux de ruissellement sur les voiries et stockages extérieurs de déchets) le sont. Les VLE et la surveillance suivante lui sont applicables :

- Matières en suspension (MES) / 60 mg/L / surveillance mensuelle
- Demande chimique en oxygène (DCO) / 180 mg/L / surveillance mensuelle

Si l'on prend en compte le taux d'abattement de la station d'épuration Jacques Monod de Calais (94% pour les MES et 88 % pour la DCO en 2021) vers laquelle ces effluents sont rejetés, ces valeurs limites deviennent (en application du (1) du présent article) :

- MES : 1000 mg/l
- DCO : 1500 mg/l

Dans son dossier de réexamen du 10/05/2019, l'exploitant s'était engagé à mettre en place une surveillance mensuelle. Selon les 4 bilans trimestriels de l'année 2025, cet engagement est tenu. Les valeurs limites sont largement respectées (maximum de 233 mg/l pour la DCO et 44 mg/l pour les MES).

Concernant la surveillance des PFOA/PFOS : dans son dossier de réexamen du 10/05/2019, l'exploitant estime que la surveillance des PFOS et des PFAS n'est pas applicable. Or le dossier ne justifie pas l'absence de ces composés dans les déchets traités.

Toutefois, selon les campagnes d'analyse réalisées entre mars et octobre 2024 en application de l'arrêté ministériel du 23/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, les concentrations mesurées pour ces deux polluants sont inférieures à la limite de quantification.

Il est donc à ce stade considéré que la surveillance de ces deux paramètres n'est pas pertinente.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Point IV-b de l'annexe 2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

b) L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées remplir ces critères.

Paramètre	Norme(s)
Composés organohalogénés adsorbables (AOX, code SANDRE : 1106)	NF EN ISO 9562

Benzène, toluène, éthylbenzène, xylène (BTEx, code SANDRE : 5918)	NF EN ISO 15680
Demande chimique en oxygène (DCO, code SANDRE : 1314)	NF T 90-101 (1)
Cyanure libre (CN ⁻ , code SANDRE : 1084)	Normes EN génériques NF EN ISO 14403-1 ou -2
Indice hydrocarbure (code SANDRE : 7007)	NF EN ISO 9377-2
Arsenic (As, code SANDRE : 1369), cadmium (Cd, code SANDRE : 1388), chrome (Cr, code SANDRE : 1389), cuivre (Cu, code SANDRE : 1392), nickel (Ni, code SANDRE : 1386), plomb (Pb, code SANDRE : 1382), zinc (Zn, code SANDRE : 1383)	Normes EN génériques NF EN ISO 11885, NF EN ISO 17294-2 ou NF EN ISO 15586
Manganèse (Mn, code SANDRE : 1394)	
Chrome hexavalent (Cr(VI), code SANDRE : 1371)	NF EN ISO 10304-3, NF EN ISO 23913
Mercure (code SANDRE : 1387)	NF EN ISO 17852, NF EN ISO 12846
PFOA (code SANDRE : 5347) / PFOS (code SANDRE : 6561)	ISO 25101
Indice phénol (code SANDRE : 1440)	NF EN ISO 14402
Azote total (N tot, code SANDRE : 1551)	NF EN 12260, NF EN ISO 11905-1
Carbone Organique Total (COT, code SANDRE : 1841)	NF EN 1484

Phosphore total (P tot, code SANDRE : 1350)	NF EN ISO 15681-1 et 2, NF EN ISO 6878, NF EN ISO 11885
Matières en suspension totales (MEST, code SANDRE : 1305)	NF EN 872 (2)
<p><i>(1) Dans le cas de teneurs basses, inférieures à 30 mg/L, la norme ISO 15705 est utilisable.(2) En cas de colmatage, c'est-à-dire pour une durée de filtration supérieure à 30 min, la norme NF T 90-1052 est utilisable.</i></p>	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les surveillances mensuelles sont réalisées en interne, par le laboratoire du site de Sainte-Marie-Kerque auquel les échantillons sont envoyés tous les mois.</p> <p>L'exploitant indique que les résultats de ces analyses lui sont renvoyés par courriel mais qu'il ne dispose pas de leurs rapports.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant justifiera que les normes applicables à la DCO et aux MES sont bien respectées lors des analyses mensuelles réalisées en interne.</p>	
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>	